

***Propos sur le langage du droit :  
de l'étiquette à la valeur référentielle.***

***Par :***

***Pr. Abdelali ABBOUR***

*Enseignant chercheur, FSJES-Meknès*

***Pr. Mohammed BENNASER***

*Enseignant chercheur à l'EST, MEKNES.*

***Pr. El Mostafa ABOUHASSANI***

*Enseignant chercheur, EST-Meknès*

***Résumé :***

Langage de droit, discours juridique, vocabulaire de droit... ou encore, le langage de droit en action, il s'agit là d'un foisonnement de dénominations qui montrent la difficulté de cet emballage permanent du droit ; son propre langage.

***Mots-clés :***

Droit, langage de droit, vocabulaire juridique, terminologie juridique, pouvoir judiciaire, sens, étiquette, marqueurs linguistique, valeur référentielle.

Le langage du droit est un langage technique et cette technicité peut aboutir à une incompréhension parce que le droit est un discours. Traditionnellement, il est d'usage de dire que l'étude du langage du droit est l'apanage du juriste.

Mais depuis le début des années 70 le langage juridique est réellement devenu le centre d'intérêt de nombreux philosophes du droit et des linguistes.

Généralement, le droit n'emploie pas un langage naturellement accessible et c'est la raison pour laquelle le droit nécessite une étude de son langage pour mieux le comprendre et ainsi mieux l'appréhender. Pourtant, le droit doit être compris par tous les citoyens car il est censé n'être ignoré de personne. C'est à ce paradoxe que le législateur, en tant qu'agent de l'expression juridique, tente dans la loi de pallier en s'engageant dans une politique de simplification de son discours.

La simplification est l'acte de simplifier. Or simplifier est le verbe translatif signifie selon le dictionnaire Le Robert « *rendre plus simple, moins complexe, moins chargé d'éléments accessoires* ». Voilà l'objectif auquel sont astreints les pouvoirs publics concernant le droit en général, et le langage juridique en particulier. Si l'œuvre de simplification n'est pas nouvelle, on peut légitimement se demander si elle est véritablement nécessaire pour la compréhension du discours juridique.

Pour la doctrine juridique, « *le discours juridique est, par opposition au vocabulaire juridique, l'autre versant du langage du droit : c'est le langage du droit en action ou, plus exactement, le langage en action dans le droit. Le discours juridique est la mise en œuvre de la langue, par la parole, au service du droit. Il est essentiel de discerner les deux données qui se marient dans sa définition. Le discours juridique est, tout à la fois, un acte linguistique de nature orale ou écrite et un acte juridique* »<sup>1</sup>. Il en résulte alors que, le discours juridique est un langage dans le droit, caractérisé par un type de communication particulier.

Jadis, Portalis, dans sa présentation du code civil au Conseil d'Etat disait qu'« *entre la loi et le peuple pour qui elle est faite, il faut un moyen ou un lien de communication ; car il est nécessaire que le peuple sache ou puisse savoir que la loi existe et qu'elle existe comme loi* ». En effet, la loi n'a de sens que si elle est comprise de tous. Dès lors son intelligibilité est

---

<sup>1</sup> G. Cornu, *Linguistique juridique*, 3<sup>ème</sup> éd., Montchrestien, 2005, p. 207.

fondamentale permettant au discours juridique d'être compris par les citoyens qui en sont destinataire. Dans le discours juridique, la clarté du sens est une qualité recherchée en ce qu'elle donne accès au sens prescriptif de la règle de droit.

Il est donc clair que la fonction ici du discours juridique est de garantir la cohésion sociale en posant des limites. La crainte de toute collectivité c'est le désordre. C'est pour cela que le droit est là pour parer à toute dérive. En cas de réalisation d'un trouble social, le droit devient alors une arme entre les mains du juge.

On peut dire alors:

- Que le droit est un ensemble des règles qui régissent la condition de l'homme en société ;
- Que le phénomène juridique est donc, avant tout, un phénomène social :
- Qu'une société se définit, aussi, par l'existence d'une langue.

Il en résulte alors que le discours juridique peut être envisagé comme la mise en œuvre de la parole dans l'activité juridique, tout comme du droit dans l'activité linguistique.

Pour certains, le langage juridique est un langage technique<sup>1</sup>, pour d'autres, il est un langage de spécialistes<sup>2</sup>.

Langage de spécialiste en ce sens que :

- La lecture d'un texte juridique nous met devant un ensemble discursif particulier, où l'on retrouve des éléments particuliers et spécifiques.
- Au sein d'une langue nationale, le langage juridique se singularise par quelques traits qui le constituent comme langage de spécialité.

Ensuite, pour le droit, la technicité du langage s'impose en raison principalement de la matière et du manque de précision et de l'ambiguïté de certains termes du langage courant.

---

<sup>1</sup> J.-L. Souriaux et P. Lerat, *Le langage du droit*, PUF, 1975, p.35.

<sup>2</sup> J.-Cl. Gémard, *Les fondements du langage du droit comme langue de spécialité. Du sens et de la forme du texte juridique*, *Rev. Gén. Droit* 1990, p.717.

Il est banal d'opposer le langage courant au langage juridique, parfois plus spécialement au langage judiciaire. Cette façon habituelle de parler est une invitation à déceler ce que recouvre cette convention commode du langage. L'existence du langage juridique est spontanément attestée par une réaction sociale. Cette donnée immédiate d'ordre socio-linguistique est aussitôt confirmée par une observation linguistique précise. Le fait est que le langage juridique n'est pas immédiatement compris par un non-juriste.

La communication du droit se heurte à un écran linguistique. Le profane en retire un « *sentiment d'étrangeté* »<sup>1</sup>. Le langage du droit existe parce qu'il n'est pas compris. Il est en dehors du circuit naturel d'intercompréhension qui caractérise « *les échanges linguistiques ordinaires entre membres d'une même communauté linguistique* »<sup>2</sup>.

Le langage du droit est un langage technique permettant au droit de nommer les réalités juridiques, les institutions et les opérations juridiques. De même, il nomme aussi toutes les formes de l'activité économique, les bases de la vie familiale, les contrats, les conventions.

Comme toute langue de spécialiste, le langage du droit possède les quatre éléments constitutifs d'une langue : une sémantique, un lexique une syntaxe et un style.

Cette technique au service du langage juridique passe d'abord par le vocabulaire (I), et ensuite par le style (II).

### **I. Le vocabulaire technique au service du langage juridique.**

Le vocabulaire juridique est l'ensemble des termes de la langue française ou arabe auxquels le droit confère un sens. Il regroupe toutes les unités lexicales de la langue française ou arabe qui ont au moins un sens juridique. Dès lors, ce vocabulaire est un vocabulaire technique au regard du sens spécifique que le droit lui assigne et des impératifs juridiques auxquels il obéit. L'utilisation de tel ou tel mot n'est pas due au hasard car les mots ont pour but de cloisonner le discours juridique.

---

<sup>1</sup> J.-L. Souriaux et P. Lerat *ibid.*

<sup>2</sup> G. Cornu, *Linguistique juridique*, Paris, Monchrestien, 1990, p. 19.

La terminologie juridique est largement composée de mots du langage courant<sup>1</sup>. Mais il faut relever que, pour la plupart d'entre eux, le sens juridique diffère largement du sens courant. Il y a langage du droit parce que le droit donne un sens particulier à certains termes. Lorsque le droit emprunte au langage courant, il en modifie nécessairement la signification<sup>2</sup>.

Le langage juridique contient aussi bien des termes de stricte spécialité mais aussi des termes qui existent dans le langage commun par exemple : *action, fond, forme, degré, qualité, appel, incident, ressort, compétence, partie, succession*. Ces exemples sont donc issus du langage courant mais avec un sens très particulier dans le langage juridique. Ils recouvrent en effet une réalité plus complexe et plus technique que le sens que lui donne le langage courant.

Il en résulte alors que le langage du droit est une langue de spécialité au sens qu'en donne la définition normalisée, à savoir un sous-système linguistique qui utilise une terminologie et d'autres moyens linguistiques et qui vise la non-ambiguïté de la communication dans un domaine particulier. Ainsi, le langage du droit va développer à la marge de la langue courante des caractéristiques linguistiques spécifiques, dues principalement à la qualité des mots qui le composent, c'est-à-dire leur « juridicité »<sup>3</sup>. Il s'agit de la qualité que possède le droit avant que ne joue le critère de positivité juridique. L'idée est d'induire les possibilités de règles ou de solutions au discours du droit à l'état de possibilité. En clair, la juridicité donne un ensemble cohérent de solutions qui, par leur contenu comme par leur forme, pourraient être reçues en droit objectif.

Le phénomène juridique apparaît discursif et, corrélativement, le droit est repérable dans un certain type de discours, qui est celui de sa juridicité.

Qu'en est-il du style du discours juridique ?

---

<sup>1</sup> G. Mazet et C. Bernard, *Aspects linguistiques du traitement automatique de l'information juridique*, La revue juridique *Thémis*, 1976, p.71 et s.

<sup>2</sup> Selon François Gény, « les mots de la langue courante prennent dans leur application au droit un ton plus uniforme et une allure plus précise, que leur imprime le cachet de l'injonction juridique, sans abolir le plus souvent, tous les signes de leur emploi originnaire », In *Sciences et techniques en droit privé positif*, t.III, Sirey, 1921.

<sup>3</sup> V. sur la question R. Libchaber, *L'ordre juridique et le discours du droit. Essai sur les limites de la connaissance du droit*, LGDJ, Lextenso Editions, 2013, P.21.

## II. Le style au service du langage juridique.

La précision et la rigueur sont de l'essence du discours juridique. Mais ces caractères du discours juridique sont appréciés selon le régime juridique en question. Généralement en Afrique, et particulièrement au Maroc, deux points de vue qui font du discours juridique, un discours singulier où s'entremêlent, depuis l'avènement du Protectorat français en 1912, un droit traditionnel et un droit moderne. Ce n'est qu'à partir de cette période que le Maroc connaîtra un véritable dualisme juridique

Avec l'entrée en vigueur des textes juridiques adoptés dès 1912, marquant l'influence du Code Napoléon de 1804, le droit musulman va céder beaucoup de terrain où la Charia n'est plus applicable directement et exclusivement en tant que droit positif. Cette influence française s'était traduite par exemple à propos des biens immobiliers par l'infiltration au Maroc « *des principes de l'idéalisme occidental qui ne cadreront pas avec les normes du droit musulman* »<sup>2</sup>.

De manière générale, la plupart des branches du droit qui ne sont pas traitées de manière directe et exhaustive par la loi musulmane, l'ouverture des pays arabo-musulmans au droit occidental s'est faite par l'alignement, sur le système de droit romanogermanique<sup>3</sup> en général, et plus précisément le droit français.

Depuis l'indépendance le droit musulman et le droit de conception « moderne » d'inspiration occidentale sont les deux systèmes juridiques dominants qui régissent la société marocaine. Immédiatement après l'établissement du Protectorat, le Maroc connaîtra une véritable inflation législative puisqu'un grand nombre de Dahirseront promulgués dans les matières les plus diverses.

Le Maroc est ainsi confronté à des configurations discursives, divergentes et convergentes, hétérogènes et homogènes, défiant les autres ordres juridiques et ce en raison de ce que les juristes qualifient de « mimétisme juridique »<sup>1</sup>.

Si le droit moderne marocain est construit sur le modèle français, le propre du langage juridique français est de poser un principe général, dont toutes les subtilités seront sous-

---

<sup>1</sup> De 1912 à 1956 on parlera de « droit imposé » et de 1956 à 2016 de « droit transposé ».

entendues car censées être connues de tous. On retrouve en droit marocain cette utilisation des principes généraux dans le Dahir des Obligations et Contrats ou en encore dans le code de commerce.

Cette méthode consiste dans l'emploi d'un nombre restreint de mots et par un usage réfléchi des termes employés qui recèle la quintessence de l'idée. Ayant pour but d'énoncer une règle de droit applicable à tous les principes va emprunter un style général, abstrait et péremptoire qui ressortira du terme chargé de l'annoncer.

On retrouve ce caractère général se retrouve par l'emploi des indéfinis. Par exemple l'article 77 du Dahir des obligations et contrats qui dispose que « Tout fait quelconque de l'homme qui, sans l'autorité de la loi, cause sciemment et volontairement à autrui un dommage matériel ou moral, oblige son auteur à réparer ledit dommage, lorsqu'il est établi que ce fait en est la cause directe ». Ou encore l'article 78 du même code qui dispose que « Chacun est responsable du dommage moral ou matériel qu'il a causé, non seulement par son fait, mais par sa faute, lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe ». Egalement, la loi emploie d'autres indéfinis comme « Aucun », « Nul » ou « Quiconque » ;

L'emploi de ces indéfinis sont la recherche de la concision et de l'art poétique. Le langage juridique aurait donc une dimension esthétique qui ne rime pas avec l'absence de neutralité. En effet, le législateur pédagogue doit respecter cette exigence de neutralité dans le message qu'il délivre. C'est la raison pour laquelle, le législateur ne doit pas user des tournures qui laisseraient place au doute quant à l'impartialité qui l'anime.

Cette finesse d'écriture sert la sert la sécurité juridique. Il est clair que dans le style employé, le législateur a un besoin d'asseoir sa légitimité de son discours. Le discours juridique est donc une parole créatrice qui fait exister ce qu'elle énonce. Il utilise un vocabulaire technique en raison du degré d'exactitude juridique auquel il doit satisfaire.

Le langage du droit est destiné à tous. Le rôle du législateur est vital car il doit construire son discours de sorte que tous les destinataires puissent y repérer l'information sans débordement ou déviation sémantique. En effet, le caractère juridique du discours provient d'abord de la personnalité de celui qui parle (avocat, législateur ou juge), ensuite du vocabulaire qu'il emploie, et enfin du style dont il use. Mais pas seulement ! Il y a d'autres composantes qui

rentrent en jeu, relevant à la fois du discours en général et du discours pris en charge par un énonciateur particulier, qu'il soit juriste ou citoyen concerné.

Jusque là, l'appréhension du langage juridique relevant d'un champ d'investigation spécialisé, n'a été orientée que dans le sens d'un souci purement technique de l'ordre du prototypique et de la règle générale. Bref, ceci implique une sorte de vision procédurale. Ce type d'approche procédurale renvoie essentiellement à une réalité qui ne considère que l'aspect « étiquette » du langage juridique. Or, les mots et/ou entrées du dictionnaire issus du cadre général de la langue, celle-ci étant transcendante et appartenant à la société, acquiert un caractère individuel au niveau du langage et de la pratique langagière comme lieu de réalisation individuelle. D'ailleurs, c'est là la définition même de la langue et du langage.

A ce niveau, une question s'impose : de quelle manière faudrait-il approcher et comprendre le langage juridique en général et le discours juridique ancré, en particulier ?

Pour répondre à cette question fondamentale à la fois simple et complexe, et sans pour autant alourdir les remarques sur ce problème par l'exposé d'un ensemble d'emboitements de règles lexicales ou sémantiques, il suffit d'inclure dans le discours d'un juriste le morphème « donc » pour être convaincu que la technicité et la procédure du dire juridique rejoignent le dire commun : le morphème « *donc* » pourrait acquérir, en situation de discours, des fonctions proprement discursives dépassant sa fonction logique de connecteur conséquentiel. Cette évolution fonctionnelle irait de pair avec une perte des traits syntactico-sémantiques spécifiques au *donc* conséquentiel »<sup>1</sup>. Ceci dit, un connecteur ou autre marqueur linguistique introduit, au-delà des termes spécialisés (étiquettes = référence schématique et/ou domaine logique fermé), de nouveaux gradients modifiant ainsi le sens des termes en présence et occurring dans une séquence discursive donnée. Effectivement, n'importe quel marqueur linguistique qu'il s'agisse d'un localisateur spatio-temporel ou autre, peut agir sur le sémantisme d'un énoncé en général et d'un énoncé juridique en situation, plus spécifiquement. Dans ce cas, seule la procédure et la règle juridiques peuvent avoir une incidence de modulation sur ces types d'énoncés et discours. C'est le fait que toute terminologie juridique, relève de l'ordre de la prédication au niveau des réalisations

---

<sup>1</sup> Bolly, Catherine et Degand, Liesbeth : « Quelle(s) fonction(s) pour *donc* en français oral ? Du connecteur conséquentiel au marqueur de structuration du discours » in, [http://romanistik.phil-fak.uni-koeln.de/sites/romanistik/Mitarbeiter/Bolly/bollydegand-Final\\_OK\\_.pdf](http://romanistik.phil-fak.uni-koeln.de/sites/romanistik/Mitarbeiter/Bolly/bollydegand-Final_OK_.pdf).



discursives qui fait qu'à chaque fois, il y a possibilité d'interprétation. N'est-il, d'ailleurs, pas vrai que le concept d'*interprétation* demeure fondamental en droit ?!

Dans le domaine du droit, on parle d'interprétation et d'explication des textes juridiques, de décrets, d'articles et de procédures, ce qui donne lieu à l'ouverture du champ de la subjectivation des textes et donc du langage juridique.

Enfin, la seule technicité en droit et en discours juridique n'est autre que cette capacité de comprendre pour interpréter un texte de droit. Il est question d'être capable d'aller de l'étiquette et/ou référence vers la ou les valeur(s) référentielles)<sup>1</sup> dictée(s) par une situation donnée.

Finalement, le seul langage juridique pouvant acquérir un pouvoir immuable ainsi qu'une force du dire, est celui *délocutif*<sup>2</sup> validé par l'institution juridique. Ainsi, le *dire* devient *faire*<sup>3</sup>.

La locution *Je vous condamne à...*, est à la fois *un dire* mais aussi *un faire* ; *un acte*, une fois énoncée par un juge lors d'une audience.

### ***Bibliographie:***

- Austin, John Langshaw: *How to Do Things with Words*, edited by J.O. Urmson and M. Sbisà, Oxford University Press, « Oxford Paperbacks », Oxford, 2<sup>de</sup> édition : 1976 (1<sup>ère</sup> édition in « Clarendon Press » : 1962), 176 p. [trad. fr. de G. Lane, *Quand dire c'est faire*, Editions du Seuil, coll. « L'ordre philosophique », Paris, 1970 ; réédité avec une postface de F. Récanati dans la coll. « Points-essais », 1991.
- Bolly, Catherine et Degand, Liesbeth : « Quelle(s) fonction(s) pour donc en français oral ? Du connecteur conséquentiel au marqueur de structuration du discours » in, [http://romanistik.phil-fak.uni-koeln.de/sites/romanistik/Mitarbeiter/Bolly/bollydegand-Final\\_OK\\_.pdf](http://romanistik.phil-fak.uni-koeln.de/sites/romanistik/Mitarbeiter/Bolly/bollydegand-Final_OK_.pdf).
- Cornu, G : *Linguistique juridique*, 3<sup>ème</sup> éd., Montchrestien, 2005.
- Culioli, A. (1967). « La communication verbale, l'aventure humaine », *Encyclopédie des sciences de l'homme*, vol. IV, *L'Homme et les autres*, Paris : Editions Grange Batelière : 65-73.

---

<sup>1</sup> Voir les travaux d'Antoine Culioli.

<sup>2</sup> Austin, John Langshaw: *How to Do Things with Words*, edited by J.O. Urmson and M. Sbisà, Oxford University Press, « Oxford Paperbacks », Oxford, 2<sup>de</sup> édition : 1976 (1<sup>ère</sup> édition in « Clarendon Press » : 1962), 176 p. [trad. fr. de G. Lane, *Quand dire c'est faire*, Editions du Seuil, coll. « L'ordre philosophique », Paris, 1970 ; réédité avec une postface de F. Récanati dans la coll. « Points-essais », 1991.

<sup>3</sup> Austin, John Langshaw: *Ibid.*

- Culioli, A. (1973). « Sur quelques considérations en linguistique », *Communications*, 20 : 83-91.
- Culioli, A. (1974). « A propos des énoncés exclamatifs », *Langue Française* 22 : 6-16.
- Culioli, A. (1990). *Pour une linguistique de l'énonciation*. Tome 1, Paris : Ophrys.
- Gémar, J.-Cl. : *Les fondements du langage du droit comme langue de spécialité. Du sens et de la forme du texte juridique*, *Rev. Gén. Droit* 1990.
- Libchaber, R. : *L'ordre juridique et le discours du droit. Essai sur les limites de la connaissance du droit*, LGDJ, Lextenso Editions, 2013.
- Mazet, G. et Bernard, C. : *Aspects linguistiques du traitement automatique de l'information juridique*, *La revue juridique Thémis*, 1976, p.71 et s.
- Souriaux, J.-L. et Lerat, P. : *Le langage du droit*, PUF, 1975.